

INEGALITES SCOLAIRES

Une inflation de théories explicatives

Année après année, les diagnostics se suivent et s'affrontent dans un choc idéologique sur à peu près tous les sujets concernant l'Education nationale, son management, ses missions et ses failles.

Théorie 1 : Les enseignants ne sont pas valorisés et vont régresser avec la mastérisation

Cette année, le constat à succès le plus virulent vient de Belgique : *Madame, vous êtes une prof de merde!* (Ed. de l'Arbre), qui n'est pas sans rappeler un document choc, en 1999, intitulé "Sale prof!". Avant d'être embauchée dans une société de courtage à Bruxelles, cette jeune enseignante d'origine française aura tenu trois mois outre-quiévrain. Son témoignage sur le vif libère la parole dans un pays où les professeurs ne sont pas fonctionnaires, mais recrutés comme dans le privé, avec une réalité de précarisation et une sensation forte d'effritement de l'autorité pédagogique. Cette professeur a également enseigné en France, dans une ZEP (zone d'éducation prioritaire) de la banlieue de Nîmes, où elle a été désarçonnée par une classe-ghetto pour laquelle elle n'avait aucune formation pédagogique adaptée. Elle craint que ce désarroi professionnel de l'enseignant ne s'accroisse plus encore avec la "mastérisation" des futurs profes-

seurs. L'auteur de ce pamphlet a écrit sous un pseudonyme, Charlotte Charpot, qui est l'anagramme du conseiller d'Etat Marcel Pochard. Il présidait en 2008 la commission autour d'un *Livre vert sur la redéfinition du métier d'enseignant* auprès du ministre de l'Education nationale.

Théorie 2 : L'école reproduit les inégalités sociales et le phénomène du déclassement

"Le niveau d'éducation moyen s'est considérablement élevé au cours du dernier demi-siècle", rappelle le sociologue Camille Peugny dans un livre de synthèse sur les inégalités scolaires, éclairant et stimulant*. Puis après une réelle progression,

"Plus une société est juste et égalitaire, plus l'école a des chances d'être elle-même juste et égalitaire"

"les générations nées dans les années 1960 font face à des risques accrus de déclassement et à un "nouvel âge d'or" des inégalités". L'éducation s'est massifiée comme jamais, mais la société est-elle devenue plus mé-

ritocratique pour autant ? Depuis, confrontées aux effets prolongés de la crise et du chômage, les jeunes générations affrontent la dévalorisation des titres scolaires et les ratés de l'égalité des chances. "En réalité, instruit Camille Peugny, l'école ne peut pas jouer son rôle d'égalisation des chances sociales dès lors que l'état de l'économie ne permet pas d'absorber une part suffisante des jeunes diplômés à hauteur de leur qualification."

Théorie 3 : La démocratisation a dévalorisé les diplômes

La démocratisation massive de l'école est un phénomène incontestable, et même exceptionnel tout en demeurant in-

achevé: par exemple, les filles qui depuis le XIX^e siècle occupent une place reconnue dans le système éducatif n'ont pas vraiment obtenu la même égalité dans le monde du travail. Les écarts de scolarité

entre enfants de cadres et d'ouvriers sont connus, mais toujours pas resserrés. Pire, la fermeture sociale des filières les plus recherchées est patente. Pierre Merle appelle ce phénomène "une démocratisation ségrégative".

Phénomène d'accroissement des inégalités scolaires, la dévalorisation de titres scolaires - à l'exception des grandes écoles - qui induit un allongement de la scolarité.

Théorie 4 : La décentralisation aggrave les inégalités scolaires

Depuis les années 1980, la décentralisation a touché les politiques éducatives, qu'il s'agisse des bâtiments scolaires, de la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur, en passant par l'orientation scolaire et les loisirs sportifs et culturels des jeunes. Sans oublier la déconcentration administrative. Or affirment deux chercheurs, Choukri Ben Ayed et Sylvain Broccolichi, "ces différentes inflexions opérées au sein des politiques éducatives contribuent à une remise en cause de l'un des piliers de l'école républicaine, celui du trai-

tement égalitaire de tous les élèves sur l'ensemble du territoire". Ainsi les communes contribuent à près de 38 % au budget des écoles, mais ces dépenses varient de 1 à 10 en fonction des politiques éducatives locales et des ressources des communes.

Théorie 5 : La médiocrité des acquis de lecture et d'écriture nécessite une réforme de l'orthographe

"15 % des élèves sortant du CM2 connaissent des difficultés sévères ou très sévères de compréhension et de repères méthodologiques et culturels ; ils ne sont donc pas capables de comprendre l'ensemble du sens du texte qu'ils ont à lire", soulignait le rapport Pochard.

Cette rentrée, François de Closets milite pour simplifier l'orthographe. Mais un linguiste reconnu, Alain Bentolila, auteur en 2007 du *Verbe contre la barbarie*, alerte contre ce genre de populisme de bon aloi, et sur la notion d'"insécurité linguistique" qui se serait emparée des jeunes générations. "10 % des enfants qui entrent au cours préparatoire disposent de moins de 500 mots, au lieu de 1 200 en moyenne pour les autres, constate-t-il. Leur pouvoir sur le monde s'en trouve limité et cela les enferme dans un ghetto et favorise un communautarisme croissant. Il existe ainsi en France une véritable inégalité linguistique, qui se traduit par une grave inégalité sociale."

Emmanuel Lemieux

Avis autorisés

Réformes dans l'éducation : pourquoi avez-vous échoué ?

Xavier Darcos,
ministre de l'Education nationale en mai 2007-juin 2009.

"Une réforme du lycée sans doute trop ambitieuse pour être mise en place dans un délai si bref"

Le drame du système éducatif, et votre question le souligne, est qu'on ne cesse de vouloir remettre en cause les réformes entreprises avant même qu'elles n'aient fait l'objet d'un véritable bilan, comme si toute réforme était inéluctablement vouée à l'échec. C'est une conception que je crois fautive. Il y a eu, chez mes prédécesseurs, des réformes que je crois très bonnes : c'est le cas, par exemple, du socle commun mis en place par la loi d'orientation sur l'école de François Fillon. Pour ce qui me concerne, je crois avoir conduit des ré-

formes qui étaient nécessaires et dont l'intérêt est aujourd'hui reconnu. Je pense notamment à la mise en place de l'accompagnement éducatif, qui permet à plus d'un million de collégiens d'être accueillis chaque soir après les cours. Je pense aussi à la réforme de la voie professionnelle, entrée en vigueur à la rentrée 2009 et qui va considérablement améliorer l'attractivité du baccalauréat professionnel. Je veux citer, enfin, les mesures de soutien scolaire que j'ai mises en place à l'école primaire et qui permettent à tous les élèves qui en ont besoin de disposer d'une aide personnalisée. A cela s'ajoute une réforme complète de l'évaluation des élèves de CE1 et CM2, et de nouveaux programmes à l'école primaire qui ont transformé radicalement l'école primaire en permettant à chaque élève de se concentrer sur les fondamentaux et donc de savoir lire, écrire et compter à leur



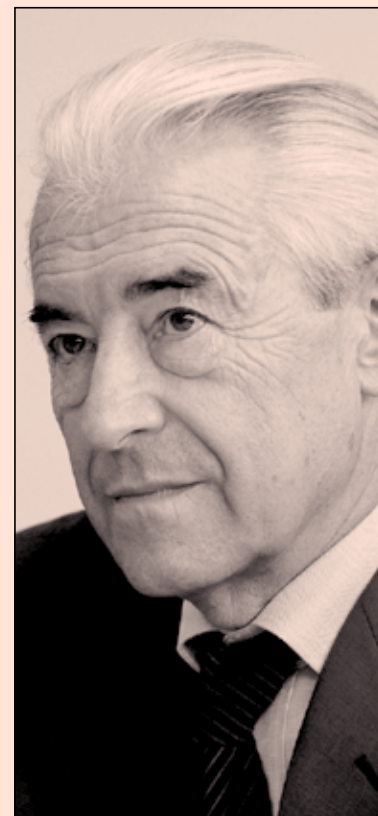
"Toute réforme serait inéluctablement vouée à l'échec. C'est une conception que je crois fautive."

entrée au collège. Alors certes, j'ai toujours le regret de ne pas avoir pu mener à son terme la réforme du lycée, qui était sans doute trop ambitieuse pour être mise en place dans un délai si bref. Mais cette réforme est indispensable si nous voulons permettre à nos jeunes de réussir leurs études supérieures, et je suis certain que mon successeur Luc Chatel saura la mener à bien.

Gilles de Robien,
ministre de l'Education juin 2005 à mai 2007.

"Au "grand soir de la Réforme", j'ai préféré travailler de façon pragmatique"

Si l'échec c'est l'action et la mise en œuvre de nombreux progrès réalisés pendant ces deux années par l'Education nationale alors oui, j'ai échoué. En deux ans, l'Education nationale a fait aboutir 30 chantiers pour une école plus juste et plus efficace, c'est l'essentiel. Au "Grand Soir de la Réforme", j'ai préféré travailler de façon pragmatique, avec les acteurs de l'Education pour recentrer l'école sur ses missions fondamentales : la transmission des savoirs et des valeurs. Sans me soumettre au seul diktat du "toujours plus de moyens" alors que l'Education nationale détient la palme mondiale des moyens financiers pour le primaire et le secondaire, j'ai préféré privilégier la qualité à la quantité. Citons en premier lieu l'apprentissage de la connaissance : j'ai imposé la méthode syllabique pour débiter l'apprentissage de la lecture et redonné toute leur place à la grammaire et au calcul. Les programmes ont été adaptés au "socle commun de connaissances et de compétences" de la loi Fillon pour mieux garantir l'avenir professionnel des jeunes. La relance de l'éducation prioritaire avec le réseau "ambition réussite", l'amélioration de l'accueil des handicapés ou le tutorat font progresser l'Education nationale dans sa mission d'égalité des chances. La charte des stages en entreprise permet de protéger les étudiants. La formation des maîtres,



"Sans me soumettre au seul diktat du "toujours plus de moyens" (...), j'ai préféré privilégier la qualité à la quantité."

plus pratique, concrète et professionnalisante, contient désormais des stages en entreprise. On peut encore mentionner la prévention de la violence, le Pacte pour la recherche, l'augmentation des bourses au mérite au lycée de 28 000 à 63 300 en 2006. A votre vif regret de l'échec, je préfère parler de la réussite à l'école, des progrès incessants réalisés, du souffle de la réforme que François Fillon a initiée, et dont Xavier Darcos, Valérie Pécresse et maintenant Luc Chatel entretiennent la flamme.

Jean-Pierre Chevènement,
ministre de l'Education juillet 1984 à mars 1986.

"Ma politique a rencontré un écho favorable dans l'opinion"

Je n'ai en aucun cas échoué et ma politique a rencontré un écho favorable dans l'opinion publique. J'ai mis l'accent sur le rôle de promotion sociale de l'Ecole (scolarisation précoce et d'abord à travers les écoles maternelles), sur les apprentissages de base, sur le développement des études surveillées et des travaux dirigés, sur la réduction du pourcentage d'élèves entrant au collège sans maîtriser convenablement le fameux triptyque (lire, écrire, compter), car là est la source principale de l'échec scolaire ultérieur (...). Je reste particulièrement

fier de deux réformes : d'une part la création des baccalauréats professionnels en vue de revaloriser l'enseignement technique et professionnel et d'autre part la décentralisation de la construction des lycées au niveau des régions. (...) Bien entendu je n'ai jamais pensé que l'Ecole par elle-même pût supprimer les inégalités sociales. Le nombre de jeunes "poursuivant leurs études jusqu'au niveau du bac" est passé de 40 % en 1984 à 68 % en 1996, date depuis laquelle aucun progrès n'a plus été enregistré. En revanche, le nombre de bacheliers (250 000 en 1986) atteint 500 000 au début de ce siècle, objectif que je n'aurais pas forcément fait mien, car il traduit aussi, à mon sens, un certain rabais d'exigence. J'entends bien la critique sur l'abaissement réel ou supposé du niveau : elle me paraît valoir surtout pour la maîtrise de la langue, mais la baisse des résultats en calcul traduit incontestablement une insuffi-



"La diminution des élèves dans les filières scientifiques est de très mauvais augure pour l'avenir du pays."

sance du niveau d'exigence : il suffit de lire les programmes pour le constater. Cela est grave : la diminution des élèves dans les filières scientifiques est de très mauvais augure pour l'avenir du pays. La suppression prévue de la filière S ne fera qu'aggraver les choses.

La liste des ministres de l'Education nationale sollicités avec insistance par *Le nouvel Economiste* qui n'ont pas souhaité répondre à la question "Réformes dans l'éducation : pourquoi avez-vous échoué ?" **Lionel Jospin** (mai 1988 - avril 1992) ; **Jack Lang** (avril 1992 - mars 1993 et mars 2000 - mai 2002) ; **François Bayrou** (mars 1993 - juin 1997) ; **Claude Allègre** (juin 1997 - mars 2000) ; **Luc Ferry** (mai 2002 - mars 2004).